

## FACE AUX CONVULSIONS DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

## Comment l'Algérie doit-elle agir ?

**Confrontée aux convulsions de l'économie mondiale, l'Algérie doit se projeter à l'international, booster les partenariats productifs et stimuler le développement de son tissu entrepreneurial notamment public.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - L'Algérie peut-elle s'adapter face aux convulsions de l'économie mondiale, notamment en Europe, à la redistribution des facteurs de puissance au profit de la Chine et aux risques de contagion pesant sur les économies émergentes ?

Cette problématique a été abordée hier à l'hôtel Sheraton Club-des-Pins lors de la neuvième session du Forum d'Alger qu'organise le cabinet Emergy, spécialisé dans le consulting stratégique international.

Convaincu que «l'Algérie ne doit pas rater le train», l'expert pétrolier et de stratégie et président dudit cabinet, Mourad Preure, a estimé que «la demande interne algérienne peut apporter une bouffée d'oxygène et rendre possibles les politiques de relance de type keynésien». A charge cependant, relève cet expert, que cette demande interne «doive être en priorité réservée aux entreprises algériennes ainsi qu'à celles qui choisissent de travailler avec elles». Il s'agit pour notre pays de bien profiter des opportunités qui s'offrent à l'échelle internationale, notamment en développant les partenariats productifs, croisés et davantage basés sur une vision globale et réelle. Mais aussi en

s'intéressant à l'acquisition ou prise de participations dans les entreprises en difficulté, notamment européennes, suivant le modèle expansionniste de la Chine ou de l'Inde, comme le laisse entendre le consultant. Voire, à encourager le développement de champions internationaux. Une approche avec laquelle le vice-président du Conseil national économique et social (Cnes), Mustapha Mekidèche, convergeait en relevant le défi de la réindustrialisation du pays, d'autant qu'une commission multisectorielle a été chargée récemment d'y réfléchir sous l'égide du ministère de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement.

Selon le vice-président du Cnes, une dynamique doit être impulsée en termes de soutien au secteur privé, en butte, notamment, aux contraintes d'investissement et de taille critique, de consolidation du secteur public et développement de filières stratégiques. Ainsi, Mustapha Mekidèche a prôné, lors de cette rencontre, le recours «momentané» à la politique de substitution à l'importation tout en favorisant localement l'émergence d'opérateurs et de filières concurrentes. De même, il a estimé que l'Algérie a encore besoin d'une économie



Photos : Samir Sid

mixte avec un secteur public en pole position, même si la mise en œuvre d'un «Small Business Act» et la concrétisation du programme de mise à niveau des entreprises dont le rythme d'avancement atteint seulement 5% s'imposent également. Prônant également le développement de partenariats efficaces, le vice-président du Cnes estime opportun de développer la «coproduction», la «colocali-

sation» avec des entreprises notamment françaises, à charge cependant d'adopter une démarche réfléchie, mutuellement volontariste et basée sur un partage de la chaîne de valeurs dans la production. Dans cet ordre d'idées, l'économiste français, spécialiste des questions industrielles et conseiller au Commissariat général à l'investissement, Jean-Louis Levet qui avait

relevé la nécessité pour «le Maghreb de se construire dans une logique d'échanges», a également prôné la mise en œuvre de projets communs entre l'Algérie et la France dans l'«intérêt» des deux pays. En ce sens, Jean-Louis Levet propose un «axe Paris-Alger», voire un axe «Paris-Alger-Johannesburg», une opportunité, selon lui, dans le contexte où un «avenir commun» et des enjeux problématiques d'ordre social, démographique et économique de long terme se posent pour les deux pays, outre l'impact de la concurrence chinoise.

Et d'en appeler à mettre en œuvre un «partenariat d'égal à égal», d'«arrêter de se projeter dans le futur en regardant dans le rétroviseur». Cela même si cet économiste français estime certes que l'élite politique et les entreprises de l'Hexagone doivent être convaincues de la nécessité d'un tel axe et de l'opportunité de construire «ensemble» des filières industrielles innovantes, des partenariats dans le domaine de l'enseignement, la recherche et la science...

Mais aussi que la nécessité de se moderniser s'impose pour l'économie algérienne, en termes de simplification des procédures administratives, tout en œuvrant à valoriser les atouts français dont la forte spécialisation qui «correspond aux besoins des entreprises algériennes», note M. Levet.

C. B.

## SUD'AGRAL

## Un salon pour vulgariser l'agriculture saharienne

**La huitième édition du Salon de l'agriculture saharienne et steppique (Sud'Agral) aura lieu du 17 au 19 décembre prochains à Biskra. Objectif : faire connaître le potentiel de l'agriculture saharienne.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Pari réussi pour les agriculteurs ayant tenté l'expérience de cultiver des produits maraîchers au sud. Ces expériences ne sont plus à prouver.

Les régions du sud approvisionnent les villes du nord en différents produits agricoles.

Pour vulgariser ce créneau et encourager son exploitation, un salon est dédié annuellement à l'agriculture saharienne et steppique.

Sud'Agral est à sa huitième édition et n'est pas prêt de s'épuiser. Ses initiateurs se félicitent du nombre de visiteurs professionnels qui augmente d'année en année.

Pas moins de 7000 visiteurs, entre professionnels et grand public, se sont rendus dans la ville de Biskra, l'année dernière, pour visiter le salon. Sud'Agral se tient cette année sous le thème «La modernisation à grands pas de l'agriculture».

Les 50 exposants qui prendront part à cet événement exposeront les équipements de mécanisation de l'agriculture, les accessoires et l'outillage spécifique, les solutions d'irrigation, le matériel de plasticulture ainsi que l'offre nationale et internationale en matière de semences, d'apports nutritionnels et de protection phytosanitaire.

Les organisateurs du salon annoncent une nouveauté pour cette édition. L'utilisation de l'énergie solaire dans les exploitations agricoles, en particulier pour le pompage sera proposée à l'exploitation.

Les visiteurs pourront aussi découvrir, en plus des semences habituellement proposées, des semences horticoles, aromatiques et médicinales. Les machines industrielles de conditionnement et d'emballage normalisées de la production seront également exposées.

Les agriculteurs trouveront aussi des conseils,



Photo : DR

auprès des instituts de recherche présents, sur les conduites d'exploitations agricoles, les recommandations phytosanitaires, les programmes de formation et les projets de recherche en cours. Les organisateurs expliquent que «l'Algérie et les pays du Sahel ont en commun des régions arides, désertiques ou semi-désertiques, pour lesquelles ont été développées des techniques agricoles et pastorales spécifiques. Ces techniques méritent d'être connues du plus grand nombre possible de déci-

deurs, d'investisseurs et d'agriculteurs».

L'objectif que s'est fixé le salon est «l'échange de savoir-faire et d'expériences réussies, l'intégration réfléchie entre plusieurs secteurs d'activités, encourager le développement de l'utilisation de nouvelles techniques de production, encourager les investissements visant l'extension régulière des surfaces agricoles utiles et faire connaître les dispositifs réglementaires facilitant l'atteinte de ces objectifs».

S. A.

SELON LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
CHARGÉ DE LA COMMUNAUTÉ  
NATIONALE À L'ÉTRANGERLancement du passeport  
biométrique le 15 janvier prochain  
dans 9 consulats à l'étranger

Une opération expérimentale de réalisation de documents biométriques (passeports) sera lancée le 15 janvier 2013 au niveau de 9 consulats à l'étranger, a annoncé hier à Alger le secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Belkacem Sahli.

«Une opération expérimentale de réalisation de passeports biométriques au niveau de 9 consulats, dont 7 en France, 1 en Tunisie et 1 au Canada, sera lancée le 15 janvier 2013 afin de permettre aux ressortissants algériens établis à l'étranger d'obtenir des documents biométriques», a précisé M. Sahli lors d'une conférence de presse.

«Tous les centres consulaires seront couverts (en matière de documents biométriques) en 2013», a-t-il ajouté.

Le secrétaire d'Etat a, par ailleurs, souligné l'importance de l'organisation de la communauté algérienne à l'étranger pour assurer une bonne prise en charge des préoccupations de ses membres, comme prévu dans le plan d'action du gouvernement.

«Le projet d'installation d'un conseil consultatif de la communauté nationale à l'étranger sera concrétisé en 2013 ou au début de 2014», a-t-il fait savoir.

M. Sahli a, dans ce contexte, mis en exergue «les efforts de l'Etat concernant la prise en charge des besoins de la communauté algérienne à l'étranger à la lumière de la réception de nouvelles infrastructures», rappelant l'inauguration la semaine dernière par le ministre des Affaires étrangères, M. Mourad Medelci, du nouveau siège de l'ambassade d'Algérie à Londres.

S'agissant de la vision des membres de la communauté nationale à l'étranger quant aux réformes en Algérie, le secrétaire d'Etat a souligné que «les Algériens établis à l'étranger sont convaincus» que les réformes politiques et économiques engagées en Algérie «commencent à porter leurs fruits», tout comme «ils sont prêts à participer à ce projet».

Concernant la communauté algérienne en Syrie, M. Sahli a affirmé que l'Algérie suivait la situation des membres de sa communauté dans ce pays à travers un «état hebdomadaire» transmis par l'ambassade d'Algérie à Damas.